



HAL
open science

La filière avicole française face à la concurrence : dynamiques récentes et raisons d'espérer

Vincent Chatellier, Pascale Magdelaine

► To cite this version:

Vincent Chatellier, Pascale Magdelaine. La filière avicole française face à la concurrence : dynamiques récentes et raisons d'espérer. 11. Journées de la Recherche Avicole et des Palmipèdes à Foie Gras, Mar 2015, Tours, France. hal-02739155

HAL Id: hal-02739155

<https://hal.inrae.fr/hal-02739155v1>

Submitted on 2 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LA FILIERE AVICOLE FRANÇAISE FACE A LA CONCURRENCE : DYNAMIQUES RECENTES ET RAISONS D'ESPERER

Chatellier Vincent¹, Magdelaine Pascale²

¹*INRA, UR 1134 (LERECO), Rue de la Géraudière, 44316 Nantes*

²*ITAVI, 7 rue du Faubourg Poissonnière, 75009 Paris*

vincent.chatellier@nantes.inra.fr

RÉSUMÉ

La filière avicole française, qui bénéficie encore d'une croissance de la demande intérieure a pourtant enregistré une baisse de sa production au cours de la dernière décennie (surtout en dindes). Cette évolution traduit une perte de compétitivité par rapport à d'autres pays, notamment européens, particulièrement structurés en termes productif et industriel et dynamiques en termes d'innovations et de réseaux commerciaux. Les importations françaises de viande de volailles, qui proviennent en priorité de pays voisins (Allemagne, Belgique et Pays-Bas) et beaucoup plus marginalement des grands acteurs du commerce mondial (Brésil, USA, Thaïlande, etc.), sont devenues préoccupantes. Elles représentent, en 2013, près de 30% de la consommation intérieure contre un peu moins de 15% en 2000. Si la balance commerciale de la France en viande de volailles avec les pays tiers demeure positive, rien n'est acquis pour le futur : à court terme la mise à zéro des restitutions n'a pas encore produit tous ses effets et à moyen terme la concurrence entre les grandes zones exportatrices pourrait s'accroître en raison des différentiels de compétitivité, de l'ouverture croissante des marchés (encouragée par les accords bilatéraux et multilatéraux) et de la sensibilité des flux commerciaux à l'évolution des parités monétaires ; le nombre de pays clients de la France est limité, ce qui accentue le niveau de dépendance à des considérations ciblées d'ordre géopolitique ou économique ; l'évolution récente des règles européennes relatives aux aides à l'export peut fragiliser les secteurs historiquement soutenus. Existe-t-il cependant quelques raisons d'espérer ?

ABSTRACT

The French poultry sector and its competitors: past dynamics and reasons to hope

The French poultry sector, which still has a growing domestic demand, decreased its production during the last decade (especially for turkey). This reflects a loss of competitiveness compared to other countries, particularly European ones, which are especially well structured in productive and industrial terms and dynamic in innovation and trade. French imports of poultry meat, which come primarily from neighboring countries (Germany, Belgium and Netherlands), and much more rarely of major players in world trade (Brazil, USA, Thailand, etc.), are becoming a problem. They represent, in 2013, nearly 30% of domestic consumption against 15% in 2000. If the French trade balance in poultry with third countries remains positive, nothing is guaranteed for the future: at short-term the end of export refunds has not yet produced its effects and the competition between the major exporting areas could increase due to competitiveness gaps; the increasing openness of markets (encouraged by bilateral and multilateral agreements) and the sensitivity of trade flows to changes in exchange rates; the number of client countries for France is limited, which increases the level of dependence on geopolitical changes; recent developments in EU rules regarding export subsidies can also affect some sectors/regions. Is there, however, some hope?

INTRODUCTION

Le secteur français de la volaille de chair traverse depuis plusieurs années des difficultés économiques. Celles-ci se caractérisent principalement au travers de la fermeture de sites industriels (avec la perte induite d'emplois dans des zones rurales où l'activité industrielle de substitution est parfois inexistante), de la faible dynamique des investissements dans les élevages et d'une incertitude quant à la préservation des marchés d'exportations du fait de la récente décision d'une mise à zéro des restitutions aux exportations.

Ces difficultés du secteur avicole français, qui ne doivent pas masquer la réussite de certains créneaux (filère de qualité) et l'essor de plusieurs entreprises, ne sont pas liées à la dynamique de la consommation intérieure de viande de volailles (Berger, 2013). En effet, celle-ci continue de progresser, en raison du développement de certains segments de marché (dont les élaborés de poulets), contrairement à ce qui est observée pour les autres viandes (FranceAgriMer, 2014). Ces difficultés s'expliquent essentiellement par une perte de compétitivité de la production hexagonale vis-à-vis d'autres Etats membres de l'Union européenne (UE), dont surtout l'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas et la Pologne (Magdelaine, 2013 ; Jez et al, 2009). Ces pays ont non seulement augmenté de manière rapide leur production intérieure au cours de la dernière décennie, mais ils ont développé leurs exportations, y compris à destination du marché français. Ainsi, en 2013, les importations de viande de volailles représentent près de 30% de la consommation française, soit le double de ce qui prévalait en 2000 (Renault et al, 2013). Après trois décennies d'un fort développement de l'offre, cette perte de compétitivité s'est traduite par une baisse de la production française de volailles de l'ordre de 20% entre 2000 et 2006 (Fouillade et al, 2010). Depuis lors, la production est restée assez stable aux alentours de 1,8 million de tonnes équivalent carcasse (tec), pour une consommation voisine des 1,6 millions de tonnes. Face à une poursuite de la baisse de la production de dindes, une légère reprise de la production de poulets a été constatée, en raison uniquement d'une hausse des exportations vers quelques pays tiers.

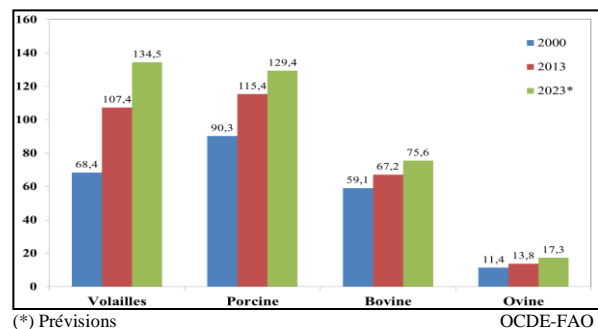
Dans ce cadre, cette communication est structurée en trois parties. En utilisant les données de l'OCDE et de la FAO, la première partie présente un bilan 2000-2013 et des perspectives à horizon 2023 du secteur avicole à l'échelle internationale et européenne. En valorisant les informations d'Eurostat (base de données Comext sur les échanges agroalimentaires des pays de l'UE) et des douanes françaises, une analyse de l'évolution du commerce en viande de volailles de la France et des autres pays européens est proposée pour la période 2000 à 2013. La troisième partie cherche à mettre en évidence quelques raisons d'espérer pour le secteur avicole français.

1. UN REcul DU POIDS DE L'UE ET DE LA FRANCE DANS LA DYNAMIQUE MONDIALE

D'après l'OCDE et la FAO, le poids de l'UE et de la France diminue dans la production, la consommation et les échanges mondiaux de viande de volailles et cette situation devrait se poursuivre au cours des prochaines années (OCDE-FAO, 2014).

La production mondiale de viande de volailles représente, d'après les statistiques de l'OCDE-FAO, 107,4 millions de tonnes en 2013. Selon les travaux prospectifs conduits par ces mêmes organisations internationales, elle devrait augmenter de 27 millions de tonnes entre 2013 et 2023 (soit +25%). Ainsi, le secteur avicole devrait être, à lui seul, à l'origine de près de la moitié de la croissance attendue de l'offre mondiale de viandes. La raison de cette augmentation est que la volaille bénéficie d'un taux annuel de croissance de la consommation nettement supérieur à celui des autres viandes et ce pour plusieurs raisons : le prix payé par les consommateurs est plus compétitif du fait des performances techniques obtenus dans cette filière (le bon indice de consommation favorise une contraction du coût de production unitaire) ; la qualité nutritionnelle de cette viande (maigre) est reconnue ; cette viande ne souffre pas des interdits religieux auxquels est soumise la viande porcine ; la production étant moins directement liée au sol que pour d'autres productions (bovins et ovins), il est plus facile de la développer à proximité des zones urbaines en forte croissance démographique. La viande de volailles deviendra très prochainement la première viande consommée et produite dans le monde, avec 37% du total (Figure 1).

Figure 1. La production de viandes dans le monde (million tonnes)



La croissance escomptée de la production devrait résulter davantage des pays en développement (70% de la hausse totale) que des pays développés (30%). Ce sont aussi les pays en développement qui seront placés au cœur de la dynamique positive de la demande en cumulant 74% de la hausse globale. La croissance de l'offre devrait être surtout le fait des pays asiatiques (12,1 millions de tonnes dont 5 millions de tonnes en Chine), des pays de l'Amérique du Nord (4,9 millions de tonnes, essentiellement aux Etats-Unis) et des pays de l'Amérique latine (5,7 millions de tonnes).

Dans de nombreux pays, mais pas systématiquement, la croissance attendue de la production de viande de volailles suivra l'évolution de la consommation (Tableau 1). A horizon 2023, les pays asiatiques devraient rester déficitaires, malgré une production conséquente (47,5 millions de tonnes, soit 35% du total mondial). Le déficit des pays africains devrait, quant à lui, se creuser pour représenter 2,2 millions de tonnes. La balance commerciale déjà positive des pays de l'Amérique latine (y compris ici les Caraïbes) et des Etats-Unis devrait s'améliorer, même si la dynamique interne de consommation est soutenue. Pour l'UE, les évolutions pressenties sont plus modestes, avec une balance commerciale toujours positive, du moins en volume, à horizon de dix ans (de l'ordre de 0,8 million de tonnes). Ainsi, avec un peu moins de 7% de la population mondiale, l'UE devrait contribuer, à horizon 2023, pour 10,3% à la production mondiale de viandes de volailles et pour 9,7% à la consommation. Ce poids de l'UE dans le total mondial s'inscrit à la baisse puisqu'il était de, respectivement, 15,4% et 14,6% en 2000.

Tableau 1. La production et la consommation de viande de volailles (million tonnes)

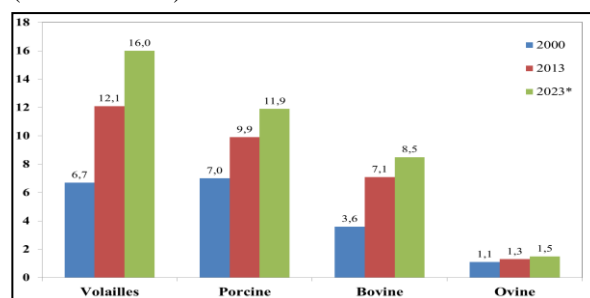
	Production			Consommation		
	2000	2013	2023* / 13	2000	2013	2023* / 13
Monde	68,4	107,4	+27,1	67,6	107,3	+27,1
- P. développés	32,5	44,3	+8,1	30,8	41,6	+7,0
- P en dévellop.	35,9	63,1	+19,0	36,7	65,7	+20,1
Europe	11,8	18,3	+2,5	12,0	18,1	+1,9
- UE-28	10,5	12,8	+1,1	9,9	12,3	+0,8
- Russie	0,8	3,8	+0,9	1,5	4,1	+0,7
- Ukraine	0,2	1,1	+0,4	0,2	1,0	+0,2
Amérique Nord	17,4	21,0	+4,9	14,9	17,4	+3,8
- États-Unis	16,4	19,8	+4,7	13,8	16,1	+3,6
- Canada	1,1	1,2	+0,2	1,1	1,3	+0,2
Amér. Latine	12,5	24,2	+5,7	12,0	21,6	+4,6
- Brésil	6,1	13,0	+2,4	5,2	9,2	+1,4
- Mexique	1,8	2,8	+0,9	2,1	3,5	+0,8
- Argentine	0,9	2,0	+0,6	1,0	1,7	+0,3
Afrique	2,1	3,5	+1,2	2,4	4,9	+2,0
Asie	21,3	35,5	+12,0	22,4	39,2	+13,5
- Chine	11,9	17,4	+5,0	12,1	17,8	+4,8
- Inde	0,9	2,6	+1,6	0,9	2,6	+1,6
- Iran	0,8	1,8	+0,6	0,8	1,8	+0,6
- Turquie	0,7	1,7	+0,7	0,7	1,7	+0,3
- Indonésie	0,9	1,7	+0,8	0,9	1,7	+0,8
- Thaïlande	1,2	1,5	+0,5	0,8	0,8	+0,2
- Malaisie	0,7	1,4	+0,4	0,7	1,5	+0,5
- Philippines	0,6	1,0	+0,3	0,6	1,1	+0,3
Océanie	0,8	1,2	+0,3	0,7	1,2	+0,3
- Australie	0,7	1,1	+0,3	0,6	1,0	+0,3

(*) Prévisions

OCDE-FAO

Les exportations mondiales de viande de volailles, qui ont pratiquement doublé au cours de la période 2000 à 2013 (Figure 2), devraient encore augmenter de 3,9 millions de tonnes d'ici 2023 (contre +2,1 millions de tec en viande bovine et +1,4 million de tec en viande porcine). Avec un total de 16 millions de tonnes en 2023 (hors commerce intra-UE), ces exportations représentent l'équivalent de 11,9% de la production mondiale (contre 9,8% en 2000).

Figure 2. Les exportations de viandes dans le monde (million tonnes)



(*) Prévisions

OCDE-FAO

Les exportations de viandes de volailles, qui augmentent au rythme moyen annuel de 6% depuis une dizaine d'années, sont géographiquement assez concentrées : 90% des volumes résultent de sept pays (Trégaro, 2011). Cette forte concentration confère une certaine fragilité face aux différents événements (sanitaires, économiques, politiques) susceptibles d'intervenir. Avec des exportations de 3,8 millions de tonnes en 2013, le Brésil occupe la première position devant les Etats-Unis (3,7 millions de tonnes), pays où la valeur unitaire des produits exportés est cependant nettement plus faible. Pour ces deux pays, la hausse anticipée des exportations à horizon 2023 est de respectivement +0,9 et +1,1 million de tonnes (Tableau 2). Avec 1,3 million de tonnes, l'UE arrive loin derrière et l'écart avec les leaders devrait s'accroître car la hausse prévue des exportations y est plus limitée (+0,3 million de tonnes d'ici 2023). Avec 0,7 million de tonnes, la Thaïlande est un pays qui compte sur la scène internationale, largement devant l'Argentine, le Canada et le Chili.

Tableau 2. Les exportations et les importations de viande de volailles (million tonnes)

	Exportations			Importations		
	2000	2013	2023* / 13	2000	2013	2023* / 13
Monde	6 705	12105	3 921	5 972	11937	3 921
- P. développés	3 778	5 626	1 705	2 129	2 878	537
- P en dévellop.	2 928	6 479	2 216	3 843	9 059	3 385
Europe	1 069	1 648	558	1 232	1 437	-108
- UE-28	1 054	1 338	328	380	845	5
- Russie	4	50	128	694	329	-74
- Ukraine	1	139	88	26	79	-53
Amérique Nord	2 657	3 898	1 145	166	313	20
- États-Unis	2 533	3 712	1 122	4	57	2
- Canada	124	187	22	162	256	18
Amér. Latine	1 010	4 296	1 274	578	1 687	206
- Brésil	960	3 806	995	0	4	-1
- Mexique	1	10	11	230	636	-94
- Argentine	5	312	306	46	12	0
Afrique	4	15	-11	266	1 459	737
Asie	1 914	2 168	953	2 999	5 914	2 441
- Chine	622	203	520	852	584	349
- Inde	0	5	-2	0	0	0
- Iran	7	44	6	23	26	39
- Turquie	4	368	71	22	400	-303
- Indonésie	1	0	0	15	1	0
- Thaïlande	396	736	284	1	12	37
- Malaisie	8	32	0	33	46	28
- Philippines	0	9	6	21	103	48
Océanie	24	45	12	0	0	0
- Australie	24	45	12	0	0	0

(*) Prévisions

OCDE-FAO

Les trois quarts des importations de viande de volailles résultent des pays en développement et se font sous la forme de viande de poulet. Ces pays devraient capter 85% de la hausse des importations prévue d'ici 2023. Les principaux pays importateurs sont localisés en Asie, en Afrique et au Moyen-Orient. Avec 0,8 million de tonnes d'importations en 2013, l'UE contribue pour seulement 7% aux importations mondiales. Compte tenu de l'accroissement des flux au bénéfice de l'Asie, cette part relative devrait reculer à 5% dans dix ans.

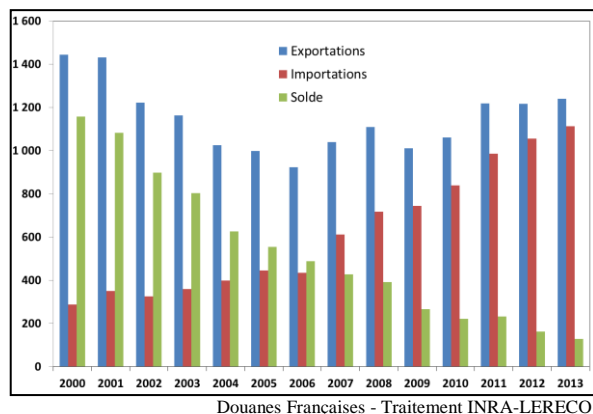
2. LES FLUX COMMERCIAUX DE LA FRANCE DANS LE SECTEUR AVICOLE

Dans le cadre d'une internationalisation grandissante (Trégaro, 2013 ; Trégaro et Vallin, 2009), la place occupée par France dans le marché mondial de la viande de volailles est nécessairement modeste. Avec 0,9% de la population mondiale, elle assure 1,7% de la production mondiale de viande de volailles. Sa contribution aux échanges extra-UE reste faible, plus au demeurant pour les flux d'importations (0,2% du total mondial en 2013) que pour ceux d'exportations (3,1%). Le devenir de son positionnement n'est d'ailleurs pas écrit à l'avance car il dépendra pour partie de facteurs externes, d'ordres sanitaires, économiques ou géostratégiques. Pour analyser le positionnement commercial de la France en viandes de volailles sur la période 2000 à 2013, trois volets sont successivement considérés : les échanges totaux ; les échanges avec les pays tiers ; les échanges avec les pays européens.

2.1. Les échanges totaux

La balance commerciale totale de la France en viande de volailles s'est fortement dégradée, tant en volume (de 720 500 tec en 2000 à 116 100 tec en 2013) qu'en valeur (de 1,15 milliard d'euros à seulement 127 millions d'euros – Figure 3). Les importations ont augmenté assez régulièrement alors que les exportations ont enregistré une forte baisse entre 2000 et 2006, avant de repartir légèrement à la hausse.

Figure 3. Les échanges totaux de la France en viande de volailles (million d'euros)

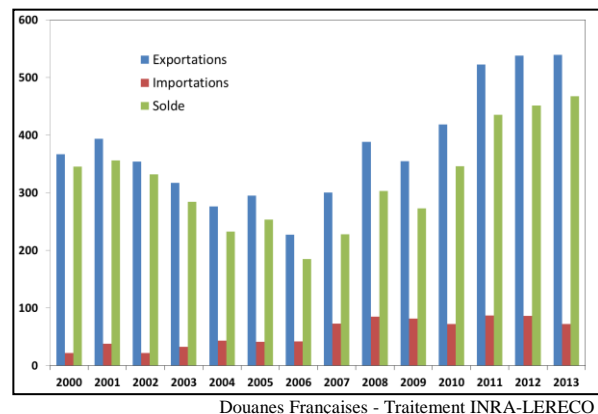


Pour comprendre les termes de cette dégradation de la balance commerciale, il est opportun de distinguer les échanges avec les pays tiers de ceux réalisés avec les Etats membres de l'UE, en considérant simultanément les flux en volumes et en valeur.

2.2. Les échanges vers les pays tiers

Jusqu'en 2013, les échanges de la France avec les pays tiers ne peuvent être incriminés dans cette dégradation du solde commercial. En effet, les importations françaises sont faibles tant en valeur (Figure 4) qu'en volume : 28 000 tec dont 12 500 tec en provenance du Brésil et 9 500 tec de la Thaïlande. Les américains, pourtant grands exportateurs par ailleurs, ne sont pas présents sur le marché français. Grâce à l'amélioration du niveau des exportations vers les PMO, le solde commercial avec les pays tiers atteint 467 millions d'euros en 2013.

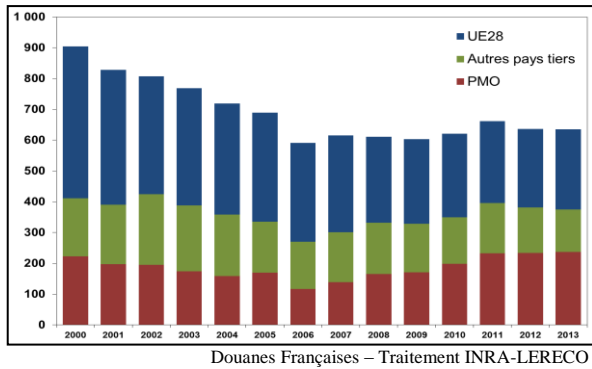
Figure 4. Les échanges de la France avec les pays tiers en viande de volailles (million d'euros)



Les PMO (zone regroupant l'Arabie Saoudite, le Bahreïn, les Emirats Arabes Unis, l'Irak, la Jordanie, le Koweït, le Liban, Oman, le Qatar et le Yémen) ont acheté 245 000 tonnes de volailles en provenance de la France en 2013, exclusivement sous la forme de poulets entiers congelés (Figure 5). Ce volume est stratégique puisqu'il représente 22% de la production nationale de poulets (1,12 million de tonnes, soit 61% de la production totale de viande de volailles) et la moitié des volumes de poulets exportés.

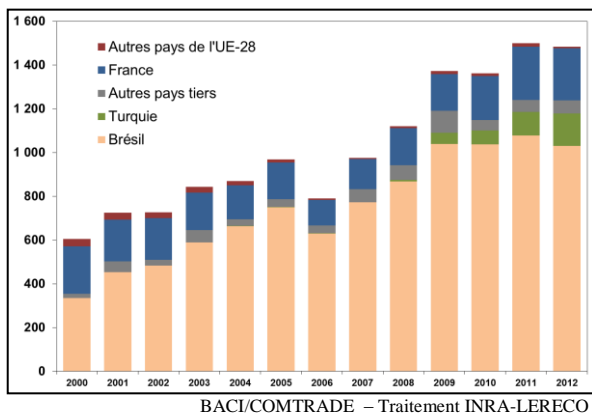
Les PMO achètent 92% des poulets entiers congelés que la France exporte. Le poids de ces pays dans les débouchés nationaux a progressé du fait de la perte de compétitivité de la France sur le marché intra-communautaire. Les trois principaux PMO acheteurs sont l'Arabie Saoudite (164 300 tec), le Yémen (38 500 tec) et Oman (10 400 tec). Si les exportations françaises vers les PMO ont augmenté récemment, elles sont devenues fragiles suite à la récente décision (juillet 2013) de la Commission européenne de porter à zéro les aides allouées en faveur des exportations (restitutions) de poulets congelés entiers. Ainsi, pour les huit premiers mois de 2014, les exportations françaises vers les PMO ont baissé de 24% en volume et de 36% en valeur.

Figure 5. La destination des exportations françaises de volailles (millier de tec)



Entre juillet 2012 et juin 2013, par exemple, les restitutions allouées aux poulets entiers congelés (108,5 euros par tonne) ont représenté, à l'échelle européenne, 55 millions d'euros (93% de ces fonds ayant été captés par la France). Dans un tel contexte, il semble, toutes choses égales par ailleurs, qu'il sera difficile de résister à la concurrence des autres pays fournisseurs de ce marché. Pour mieux les connaître, un traitement de la base BACI développée par le CEPII (Centre de recherche français dans le domaine de l'économie internationale) à partir des données de COMTRADE a été effectué (Figure 6).

Figure 6. La provenance des importations des PMO en poulets entiers congelés (millier de tec)



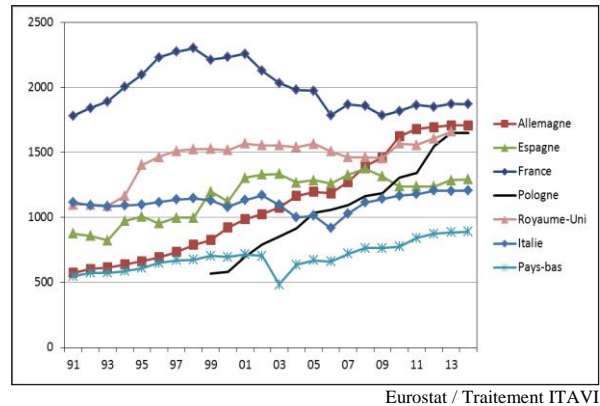
Le fort développement des importations de poulets entiers congelés dans ces pays (de 600 000 tec en 2000 à environ 1,5 million de tec en 2012) a bénéficié d'abord aux firmes agroalimentaires brésiliennes (FranceAgriMer, 2011) ; elles approvisionnent aujourd'hui ce marché à hauteur d'environ 1 million de tec, soit le quadruple des volumes français. Parmi l'ensemble des Etats membres de l'UE, seule la France est véritablement présente dans les PMO.

Outre le cas des PMO, les exportations françaises sur pays tiers sont en recul (Figure 5). Les principaux acheteurs sont le Bénin (29 000 tec en 2013), la Russie (24 000 tec), Hong-Kong (11 000 tec), la Suisse (8 000 tec), le Vietnam (6 000 tec) et la Chine (5 000 tec). La France est donc quasi-absente du marché asiatique où la croissance des achats de produits importés est la plus vive.

2.3. Les échanges avec les pays de l'UE

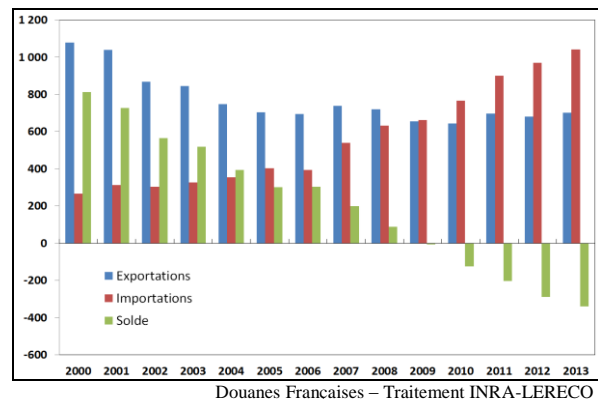
Au sein de l'UE, la dynamique de production de viande de volailles varie fortement selon les Etats membres. Si la France a connu une baisse de son offre, il n'en va pas de même dans plusieurs autres pays (Figure 7). L'Allemagne a pratiquement triplé ses volumes de production au cours des deux dernières décennies et les zones du nord de l'UE (Basse Saxe, Pays-Bas et Belgique) connaissent une croissance soutenue. La production européenne de poulet enregistre une croissance moyenne annuelle de l'ordre de 2,3% depuis 2000, alors que celle de dinde est en baisse (surtout en France). La France a perdu le leadership de la production européenne de poulet en 1999 et se maintient depuis lors au second ou troisième rang, proche de l'Espagne et loin derrière le Royaume-Uni (Magdelaine et al, 2013). La filière du « grand export » a joué un rôle positif dans l'évolution récente de la production française de poulet.

Figure 7. La production de viande de volailles dans plusieurs Etats membres de l'UE (milliers tec)



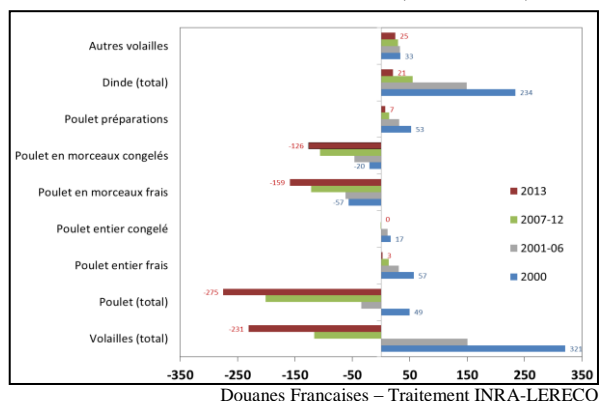
Entre 2000 et 2013, la balance commerciale de la France avec les pays de l'UE en viande de volailles s'est profondément dégradée, tant en volume qu'en valeur (Figure 8 et Tableau 3). Elle est passée de 321 000 tec (+811 millions d'euros) en 2000 à un déficit de 231 000 tec (-340 millions d'euros). Les effets de cette perte de compétitivité au plan intracommunautaire sont nettement plus importants que les gains obtenus sur les marchés tiers.

Figure 8. Les échanges de la France avec les pays de l'UE-28 en viande de volailles (million d'euros)



Cette dégradation se retrouve pour la plupart des types de produits identifiés dans la nomenclature des douanes (Figure 9). En dépit d'un fort recul, la balance commerciale en viande de dinde demeure légèrement positive (21 000 tec). En viandes de poulet, elle est, en revanche, devenue nettement négative (-275 000 tec) en raison surtout des importations accentuées de morceaux congelés et de morceaux frais.

Figure 9. La balance commerciale de la France en viande de volailles avec l'UE-28 (milliers tec).



En viande de poulet, la balance commerciale de la France s'est profondément dégradée avec quatre pays principaux : l'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas et la Pologne (Figure 10). En viande de dinde, le recul est fort avec l'Allemagne et, dans une moindre mesure, avec l'Espagne (Figure 11).

Figure 10. Le solde de la France en viande de poulet avec plusieurs pays de l'UE (milliers tec)

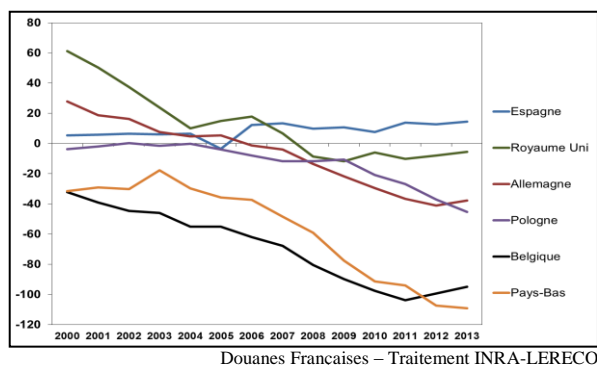
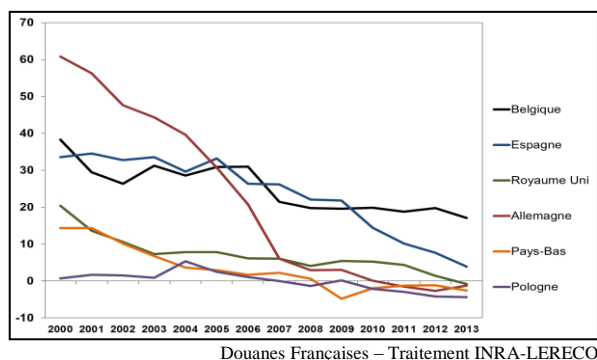


Figure 11. Le solde de la France en viande de dinde avec plusieurs pays de l'UE (milliers tec)



Une analyse de l'évolution du positionnement commercial de la France avec les principaux pays partenaires de l'UE dans le domaine avicole permet de préciser le diagnostic précédent. Les exportations de la France vers l'Allemagne et le Royaume-Uni ont baissé de façon importante. Au niveau des importations, les flux ont augmenté avec tous les pays, mais surtout avec l'Allemagne, la Belgique et les Pays-Bas. Ainsi, tant en volume qu'en valeur, la France a enregistré une dégradation de sa balance commerciale avec l'ensemble de ces pays (Tableau 3).

Tableau 3. Le commerce extérieur de la France en viande de volailles (milliers de tec et millions d'euros)

	2000	2001-06	2007-12	2013
Exportations - En milliers de tonnes				
Monde	904	734	625	635
UE-28	493	373	277	260
- Allemagne	126	91	51	50
- Belgique	60	55	45	47
- Espagne	54	56	51	43
- Pays-Bas	30	26	17	16
- Roy-Uni	108	71	43	35
- Pologne	1	4	3	2
Pays tiers	412	361	348	375
Importations - En milliers de tonnes				
Monde	184	243	432	519
UE-28	172	222	393	491
- Allemagne	14	23	54	72
- Belgique	51	70	111	121
- Espagne	12	14	17	21
- Pays-Bas	45	48	98	128
- Roy-Uni	20	29	37	36
- Pologne	4	6	26	54
Pays tiers	12	21	39	28
Balance commerciale - En milliers de tonnes				
Monde	721	490	192	116
UE-28	321	151	-117	-231
- Allemagne	112	68	-3	-22
- Belgique	9	-16	-66	-74
- Espagne	42	42	34	22
- Pays-Bas	-14	-22	-81	-112
- Roy-Uni	88	42	5	-1
- Pologne	-3	-1	-23	-52
Pays tiers	400	340	309	347
Exportations - En millions d'euros				
Monde	1 445	1 127	1 109	1 240
UE-28	1 078	816	689	700
- Allemagne	303	223	164	166
- Belgique	156	143	141	142
- Espagne	79	89	100	93
- Pays-Bas	68	52	42	49
- Roy-Uni	256	171	112	107
- Pologne	1	3	3	4
Pays tiers	367	311	420	539
Importations - En millions d'euros				
Monde	287	385	825	1 112
UE-28	266	349	745	1 040
- Allemagne	29	48	128	193
- Belgique	60	95	195	246
- Espagne	17	16	32	49
- Pays-Bas	68	74	168	239
- Roy-Uni	37	46	62	72
- Pologne	9	10	50	105
Pays tiers	22	37	81	72
Balance commerciale - En millions d'euros				
Monde	1 157	742	284	128
UE-28	812	468	-56	-340
- Allemagne	275	175	36	-28
- Belgique	95	49	-54	-105
- Espagne	62	73	68	44
- Pays-Bas	0	-22	-126	-189
- Roy-Uni	219	126	50	35
- Pologne	-8	-7	-47	-100
Pays tiers	345	274	339	467

Pour une sélection de trois pays (l'Allemagne, les Pays-Bas et la Pologne), une analyse de l'évolution des flux commerciaux 2000-2013 est proposée ci-après, de façon à mieux comprendre la dynamique concurrentielle interne à l'UE.

Moyennant une stratégie agroindustrielle solide et l'obtention de gains de productivité à différents maillons des filières, l'Allemagne est devenue le second exportateur de biens agroalimentaires de l'UE, juste derrière les Pays-Bas. Ses exportations agroalimentaires ont augmenté de près de 32 milliards entre 2000-02 et 2011-13 contre 20 milliards dans le cas français. Si la France bénéficie toujours d'une balance agroalimentaire globale positive avec l'Allemagne (+1,3 milliard d'euros en 2013), celle-ci poursuit une tendance baissière (elle était de 2,5 milliard d'euros en 2000). Ce constat s'applique tout particulièrement au secteur des volailles où le solde de la France est devenu négatif dès 2006 pour la viande de poulets et à partir de 2010 pour la viande de dindes (Figures 10 et 11).

En dépit d'une forte hausse de son offre intérieure de viande de volailles (1,7 millions de tec en 2013), l'Allemagne demeure toujours déficitaire, tant en volume (-157 000 tec) qu'en valeur (-335 millions d'euros). Ce déficit ne doit cependant pas masquer la forte amélioration des exportations à destination des pays de l'UE (Tableau 4).

Tableau 4. Le commerce extérieur de l'Allemagne en viande de volailles (milliers de tec)

	2000	2001-06	2007-12	2013
Exportations (millier de tec)				
Monde	217	416	675	751
UE-28	164	311	534	616
UE-15	158	289	474	534
France	14	23	54	72
NEM-13	6	23	60	82
Pays tiers	52	105	141	134
Importations (millier de tec)				
Monde	673	773	888	907
UE-28	507	535	694	777
UE-15	407	417	566	632
France	126	91	51	50
NEM-13	100	118	128	145
Pays tiers	166	237	194	130
Balance (millier de tec)				
Monde	-456	-357	-212	-157
UE-28	-342	-224	-160	-161
UE-15	-249	-129	-92	-97
France	-112	-68	3	22
NEM-13	-94	-95	-67	-63
Pays tiers	-114	-133	-53	4

Eurostat / Comext et Douanes pour la France – Traitement INRA-LERECO

Plusieurs facteurs contribuent au renforcement de la compétitivité allemande : la taille moyenne des élevages a progressé rapidement et elle est devenue très nettement supérieure à la situation française, où le parc bâtiment vieillit (Magdelaine et al, 2013). Cela contribue à générer, du moins pour certains postes de dépenses, des économies d'échelle. Les entreprises allemandes du maillon abattage-découpe

sont en mesure de proposer aux différents clients (GMS, restauration hors domicile, industrie de la transformation), allemands ou étrangers, des produits de découpe à un prix souvent plus compétitif que ce qui est souvent observé sur le marché français. Ce constat tient à l'effet simultané de plusieurs atouts : les politiques fiscales et salariales appliquées en Allemagne sont avantageuses (exemple : les conditions de recrutement des emplois salariés issus des pays de l'Europe de l'Est) ; l'automatisation des chaînes de production est facilitée par la présence de gammes plus restreintes et de découpes plus standardisées; le rendement à la découpe des poulets est meilleur en raison du modèle productif adopté en amont (poids des poulets à l'abattage).

Aux Pays-Bas, la production de viande de volailles s'élève à 0,9 million de tec en 2013, soit l'équivalent de la moitié de la production française. Ce pays, qui avait traditionnellement la meilleure balance commerciale de l'UE (+629 000 tec en 2013), vient de céder sa place à la Pologne (+702 000 tec), pays où la croissance a été particulièrement soutenue.

Tableau 5. Le commerce extérieur des Pays-Bas en viande de volailles (milliers de tec)

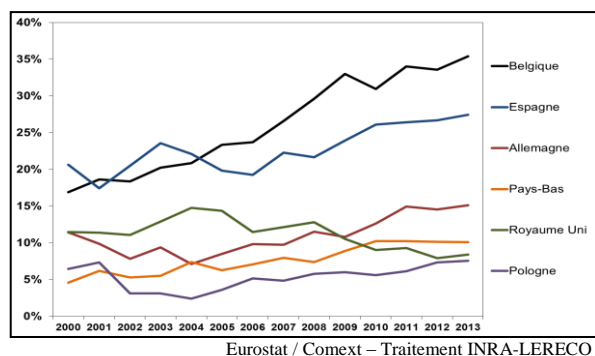
	2000	2001-06	2007-12	2013
Exportations (millier de tec)				
Monde	1 051	1 099	1 482	1 554
UE-28	724	878	1 235	1 266
- UE-15	686	820	1 102	1 158
- France	45	48	98	128
- NEM-13	38	58	133	108
Pays tiers	327	221	247	288
Importations (millier de tec)				
Monde	323	521	931	925
UE-28	183	295	450	455
- UE-15	180	276	413	419
- France	30	26	17	16
- NEM-13	3	19	37	36
Pays tiers	140	226	480	470
Balance (millier de tec)				
Monde	728	578	551	629
UE-28	541	583	784	811
- UE-15	506	544	689	740
- France	14	22	81	112
- NEM-13	35	39	96	72
Pays tiers	187	-5	-233	-182

Eurostat / Comext et Douanes pour la France – Traitement INRA-LERECO

La balance commerciale de la France avec les Pays-Bas s'est, là aussi, dégradée (Tableau 5). Cela tient à la fois à un recul des exportations (-14 000 tec entre 2000 et 2013) et à une augmentation des importations (+83 000 tec sur la même période). En 2013, le déficit de la France avec ce pays atteint 189 millions d'euros, soit le niveau record de tous les pays partenaires.

En Pologne, la forte croissance de la production de viande de volailles (figure 7) a été mise au profit d'un développement conséquent des exportations, y compris vers les pays tiers. En captant un peu moins de 7% des volumes exportés, la France demeure un client modeste de la Pologne. Ce taux est, par exemple, nettement supérieur dans le cas de la Belgique et de l'Espagne (Figure 12).

Figure 12. La part de la France dans les exportations totales de volailles (en valeur) de pays européens



La Pologne se caractérise par un très faible niveau d'importations de viande de volailles au prorata de la consommation domestique. En raison de sa compétitivité « prix » et de sa proximité géographique des treize nouveaux Etats membres (NEM-13), ce pays connaît la plus forte progression européenne en terme de balance commerciale (Tableau 6).

Tableau 6. Le commerce extérieur de la Pologne en viande de volailles (milliers de tec)

	2000	2001-06	2007-12	2013
Exportations (millier de tec)				
Monde	53	148	467	757
UE-28	36	112	389	624
- UE-15	36	97	258	393
- France	4	6	26	54
- NEM-13	1	15	132	231
Pays tiers	17	36	77	132
Importations (millier de tec)				
Monde	24	58	49	54
UE-28	14	54	49	54
- UE-15	3	48	41	44
- France	1	4	3	2
- NEM-13	11	6	8	10
Pays tiers	9	5	0	0
Balance (millier de tec)				
Monde	30	90	417	702
UE-28	22	58	340	570
- UE-15	32	49	216	349
- France	3	1	23	52
- NEM-13	-10	9	124	221
Pays tiers	7	32	77	132

Eurostat / Comext et Douanes pour la France – Traitement INRA-LERECO

Au-delà des dynamiques productives et commerciales passées, pas toujours réjouissantes pour la France, qui viennent d'être mises en évidence, est-il possible d'entrevoir, derrière ces analyses chiffrées, quelques raisons d'espérer ?

3. LES RAISONS D'ESPERER POUR LA FILIERE VOLAILLE DE CHAIR EN FRANCE

Les enjeux posés à la filière avicole française sont nombreux. Au niveau économique, il importe surtout de renforcer la compétitivité en maîtrisant davantage les coûts de production, notamment par un écrasement des coûts fixes (économie d'échelle dans les élevages et les industries) ; de reconquérir le marché intérieur des viandes fraîches (poulet standard) destinées aux GMS (Grandes et Moyennes Surfaces) et à la RHD (Restauration Hors Domicile) ; de vendre davantage les produits issus des filières de qualité (label et

agriculture biologique), tant dans la RHF que sur les marchés extérieurs où ils sont encore trop peu présents ; de poursuivre les efforts entrepris pour rester à moyen terme, et en dépit de l'arrêt des restitutions, un exportateur de poulets entiers congelés vers les PMO (ces pays peuvent être potentiellement sensibles à une diversification de leurs fournisseurs et attentifs aux nouveaux produits proposés : découpes de poulets, etc.). Au niveau environnemental, il convient de limiter autant que faire se peut les impacts négatifs de l'élevage par le développement des techniques et l'amélioration des pratiques. Au niveau sociétal, il est urgent de reprendre un dialogue constructif et pondéré avec les citoyens français, de sorte de renforcer l'acceptabilité des élevages et de leur développement.

3.1. Une demande dynamique tant au plan international que sur le marché intérieur et communautaire, notamment en viande de poulet

La viande de volailles sera la première viande consommée dans le monde à partir de 2016-2017, selon les perspectives de la FAO et de l'OCDE. Les prévisions de croissance de la consommation mondiale (+27 % entre 2013 et 2023, soit 23 millions de tonnes supplémentaires) sont si fortes qu'elles pourraient conduire à une modification des équilibres concurrentiels actuels. La croissance de la consommation se fera majoritairement dans des zones géographiques à faible potentiel productif (Asie, Afrique), ce qui devrait dopper les échanges internationaux. L'enjeu pour l'Europe et la France sera de développer des stratégies et des positionnements à l'export permettant de compenser le handicap de compétitivité coût avec le reste du monde ; or, ce handicap est aujourd'hui en réduction du fait de la hausse du prix international des végétaux et de l'augmentation plus rapide du coût de la main d'œuvre dans les pays-tiers.

En Europe et en France, la consommation globale de volailles est toujours en croissance et la consommation de viande de poulet continue même de progresser au niveau individuel.

3.2. Un marché français à forte valeur ajoutée et potentiellement attractif

La segmentation du marché français est une originalité par rapport à la concurrence. Elle est caractérisée par une grande diversité de produits, tant en termes d'espèces (avec une place importante laissée aux volailles secondaires, le poulet ne pesant que 62% de la consommation de volailles contre 75% pour l'UE), qu'en termes de niveaux de qualité avec un poids important des produits sous signe officiel de qualité (environ 25 à 30% du marché global). Cette segmentation du marché a longtemps joué comme une protection vis-à-vis des importations, les industriels français étant les seuls capables de fournir une offre aussi diversifiée. Plus récemment les importations se sont concentrées sur les segments

d'entrée de gamme et les marchés de l'industrie et de la RHD, demandeurs de produits de qualité standards et bon marché. Le marché de la GMS française, relativement épargné jusqu'alors par la concurrence étrangère est cependant jugé attractif par cette dernière.

Enfin, le marché communautaire, moins segmenté que le marché français, tend cependant à se diversifier avec l'émergence de segments plus qualitatifs et répondant à l'émergence de nouvelles attentes sociétales (poulet élevé selon des exigences « bien-être animal » aux Pays-Bas ou au Royaume-Uni, par exemple). Dans ce contexte, la filière française pourrait tirer parti de son savoir-faire en production « alternatives » ou du moins plus extensives.

3.3. Un déficit de compétitivité avec les pays d'Europe du Nord qui n'est pas insurmontable

La chute de la production française est liée à une détérioration de la compétitivité française vis-à-vis de ses compétiteurs européens. En effet, l'écart de compétitivité avec les pays-tiers et notamment le Brésil sont plutôt en réduction sur le long terme et les importations françaises en provenance des Pays-Tiers ne progressent que modérément.

Or nos concurrents européens (Benelux, Allemagne, Pologne) sont soumis au même environnement économique et réglementaire que la France (à l'exception du coût du travail en Allemagne et en Pologne). Les écarts de compétitivité coûts résultent surtout de différences structurelles (taille des outils de production et de transformation) et de stratégies industrielles et marketing moins adaptées (pour la France) à la conquête des segments d'entrée de gamme. Différents signaux positifs peuvent être détectés sur les deux dernières années et laissent

envisager que les acteurs de la filière française ont commencé à réagir :

- Une reprise timide des constructions de bâtiments d'élevage neufs, avec des taux de construction dépassant 2% en 2011 et 2012 et probablement supérieurs en 2013 (cf. enquête ITAVI parc de bâtiment).
- Des restructurations dans le secteur industriel, avec notamment le projet d'alliance entre LDC, Glon et Sofiprotéol, dont l'ambition affichée est de reconquérir une partie du marché aujourd'hui approvisionné par des viandes importées (RHD, Industrie et entrée de gamme de la GMS).
- Une évolution, au moins dans certaines organisations de production et entreprises intégratrices, des politiques contractuelles et des choix techniques favorisant la recherche d'une compétitivité de la chaîne d'approvisionnement : investissement dans l'aliment, dans la génétique, révision des contrats de façon à les rendre plus incitatifs à la performance, etc.
- Des aides publiques, notamment régionales, qui n'excluent plus, comme par le passé, le secteur avicole.
- Enfin, une volonté de la filière et des pouvoirs publics de communiquer sur l'origine française des viandes, tant sur l'étiquetage à destination du consommateur final que sur les circuits RHD.

Remerciements.

Les auteurs remercient Cécile Leroy (INRA, LERECO) pour son appui efficace dans l'exploitation des différentes bases de données utilisées ici.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Berger A., 2013. Plan d'action pour la filière avicole française. Note du Délégué Interministériel aux Industries Agroalimentaires, 16 p.
- FranceAgriMer, 2014. Les filières animales, terrestres et aquatiques. Rapport, 156 p.
- FranceAgriMer, 2011. Les *Global Players* dans la filière des viandes. Synthèse, 12 p.
- Fouillade P., Guillet M. et Ménard J.N., 2010. Compétitivité de la filière volailles de chair française. Rapport du CGAAER, 65 p.
- Jez C., Beaumont C., Magdelaine P., Paillard S., 2009. La filière avicole française à l'horizon 2025. Rapport du groupe de travail Prospective avicole INRA-ITAVI, 89 p.
- Magdelaine P., 2013. Analyse comparée des facteurs de compétitivité de l'industrie avicole chair en France, en Europe et au Brésil. 10^{èmes} Journées de la Recherche Avicole, la Rochelle, 26-28 mars, 9 p.
- Magdelaine P., Coutelet G. et Chenut R., 2013. TeMA n°28, pp 36-42.
- OCDE-FAO, 2014. Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2014-2013. Rapport, 358 p.
- Renault C., Magdelaine P., Cogoluenhes C., Chever T., Braine A., 2013. TeMA n°27, pp 28-35.
- Trégaro Y., 2013. Commerce international des viandes de volailles et stratégies industrielles. 10^{èmes} Journées de la Recherche Avicole, la Rochelle, 26-28 mars, 9 p.
- Trégaro Y., 2011. Evolution du commerce intracommunautaire de viandes de poulet et de dinde sur la dernière décennie. 9^{èmes} Journées de la Recherche Avicole, Tours, 29-30 mars, 7 p.
- Trégaro Y. et Vallin B., 2009. Les filières avicoles européennes face à la mondialisation des échanges. 8^{èmes} Journées de la Recherche Avicole, Saint Malo, 25-26 mars, 7 p.